

## "Les Européens cherchent un moyen de surmonter leurs divergences idéologiques" dans The Guardian (11 novembre 1989)

**Légende:** Le 11 novembre 1989, commentant la chute du Mur de Berlin, le quotidien britannique The Guardian s'interroge sur la sécurité européenne et sur l'avenir de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et du Pacte de Varsovie.

**Source:** The Guardian. 11.11.1989. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "European seek path out of divisive ideological camps", auteur:Pick, Hella , p. 2.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.  
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/les\\_europeens\\_cherchent\\_un\\_moyen\\_de\\_surmonter\\_leurs\\_divergences\\_ideologiques\\_dans\\_the\\_guardian\\_11\\_novembre\\_1989-fr-4086395b-860b-4016-bb81-00851e837c36.html](http://www.cvce.eu/obj/les_europeens_cherchent_un_moyen_de_surmonter_leurs_divergences_ideologiques_dans_the_guardian_11_novembre_1989-fr-4086395b-860b-4016-bb81-00851e837c36.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## Les Européens cherchent un moyen de surmonter leurs divergences idéologiques

**Hella Pick**

**Chroniqueur diplomatique**

Depuis que Mikhaïl Gorbatchev a lancé l'idée d'une «maison commune européenne», il y a de cela plus de deux ans, des discussions ont eu lieu sur la forme et le contenu d'une telle structure. Le président Bush a préféré parler d'un «Commonwealth des nations européennes».

Partout il était de bon ton de souligner l'importance de «gérer le changement». Mais jusqu'à une époque toute récente encore, même si les hommes politiques ont participé activement au débat, celui-ci est resté largement académique.

Les dirigeants occidentaux se sont contentés de se reposer sur leurs lauriers, convaincus que c'était la «fermeté» de l'OTAN qui avait amené le bloc communiste à sortir du froid, que la prospérité de l'Ouest avait suffi à convaincre l'Est du vide que représentait le marxisme.

Désormais, cela ne suffira plus.

Avec l'évolution de la situation en Allemagne de l'Est et la perspective de la réunification de l'Allemagne, l'organisation future de l'Europe est devenue un sujet d'actualité. Personne ne souhaite revenir à l'instabilité de l'entre-deux-guerres.

Durant une grande partie de l'après-guerre, l'OTAN et le Pacte de Varsovie ont fourni le cadre militaire et politique des relations Est-Ouest. La Déclaration d'Helsinki de 1975 a donné un rôle plus actif aux pays neutres et non alignés, mais n'a pas changé radicalement la division de l'Europe en deux camps idéologiques.

En juillet dernier encore, lorsque le président Gorbatchev s'est adressé au Conseil de l'Europe, le dirigeant soviétique a postulé que le socialisme pouvait être maintenu partout en Europe de l'Est. Il a alors mis en garde les pays occidentaux en faisant observer qu'«il ne fallait pas confondre la victoire sur la division de l'Europe avec la victoire sur le socialisme».

Par ailleurs, dans la déclaration germano-soviétique de Bonn, signée cet été, M. Gorbatchev a convenu que l'OTAN et le Pacte de Varsovie seraient maintenus et que les membres transatlantiques de l'Alliance occidentale – les États-Unis et le Canada – joueraient un rôle vital dans la maison commune européenne.

Maintenant que la division de l'Allemagne touche à sa fin, des questions délicates se posent quant à l'avenir des deux alliances et à la place qu'elles trouveront, le cas échéant, dans une Europe comprenant une Allemagne réunifiée.

Une «solution» intérimaire, déjà largement esquissée, résiderait dans la création d'une confédération allemande, au sein de laquelle l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest disposeraient d'institutions parlementaires et politiques essentielles communes. Mais, tandis que la République fédérale actuelle resterait fermement ancrée dans l'OTAN, l'Allemagne de l'Est demeurerait au sein du Pacte de Varsovie. Les forces de l'OTAN et du Pacte de Varsovie seraient certes réduites en vertu de l'accord sur les forces conventionnelles qui est en cours de négociation à Vienne, mais chacune des deux alliances maintiendrait une présence militaire dans sa partie de la confédération allemande.

D'aucuns font valoir que ce modèle prévoyant «une nation/deux alliances», permettrait de donner au monde le temps nécessaire pour s'adapter à une Allemagne réunifiée et déterminer si l'OTAN et le Pacte de Varsovie jouent encore un rôle utile. Il montrerait si les États-Unis et l'Union soviétique ont réellement un rôle à jouer en Europe, et il appartiendrait aux Allemands eux-mêmes de définir leur position internationale.

La plupart des experts, jusqu'à présent du moins, écartent la perspective d'une Allemagne unifiée neutre, ne

serait-ce que parce que la République fédérale est trop profondément enracinée à l'Ouest pour pouvoir se distancier de ses alliés. Une Allemagne unie serait plus susceptible de rester ancrée dans les institutions occidentales.

Même si l'Allemagne occupe une place centrale à l'intérieur de tout nouveau cadre politique européen, celui-ci devra tenir compte aussi des autres démocraties naissantes de l'Europe de l'Est. Le Conseil de l'Europe aura sans aucun doute un rôle à jouer dans l'intégration de ces pays à la nouvelle Europe.

La coopération institutionnalisée entre les pays d'Europe centrale – «Mittel-Europa» – est un projet d'actualité. L'Italie a été à l'origine d'un autre groupement avec la Hongrie, l'Autriche et la Yougoslavie. L'Association européenne de libre-échange (AELE) pourrait constituer un pôle d'attraction.

Mais, inévitablement, c'est la Communauté européenne qui constituera l'aimant le plus puissant. Restera-t-elle un club de riches, maintenant l'Europe de l'Est hors de son périmètre, ne se liant à celle-ci que par des accords commerciaux ou, passant à la vitesse supérieure, par des accords d'association? Ou bien élargira-t-elle sa base et donnera-t-elle son accord à un élargissement?

Aucune boule de cristal ne permet de prédire l'issue de ce débat. Mais il est d'ores et déjà certain que les défis qui s'annoncent seront au moins aussi formidables que tout ce qu'a pu engendrer la guerre froide.